

Rapport du CRAN en vue de l'examen périodique universel.

I Sous Nicolas Sarkozy

Beaucoup de commentaires ont été formulés à l'encontre du gouvernement de M. Nicolas Sarkozy, pendant toutes les années où il fut président. Il est certain qu'il a contribué à renforcer la stigmatisation des immigrés, des musulmans, des Roms, etc. Dans ce domaine, il laisse après lui un terrible héritage, ce dont témoigne la montée de l'extrême droite, qu'il n'a cessé de crédibiliser.

Mais le Conseil Représentatif des Associations Noires entend mettre l'accent sur un aspect un peu moins évoqué : les violences policières. Celles-ci se sont multipliées, et je me permets de vous envoyer des informations recueillies par l'association « Vies volées », qui travaille sur ces questions. Dans les listes ci-dessous et ci-joint figurent le triste catalogue des personnes décédées dans un contexte policier. Cela mérite d'être signalé : les victimes sont rarement évoquées dans les médias, les auteurs de ces meurtres présumés sont rarement inquiétés, protégés qu'ils sont par la hiérarchie policière. Les choses ne s'améliorent pas. Selon Vies volées, l'an dernier, pas moins de 12 meurtres en contexte policier ont été dénombrés.

<http://atouteslesvictimes.samizdat.net/>

Les familles de victimes actuellement en Justice :

Clichy-sous-Bois, Bouna Traoré et Zied Benna

Villiers-le-Bel, Lakhamy Samoura et Moshin ...

Grasse, Hakim Ajimi

Paris, Lamine Dieng

Nanterre, Mahamadou Maréga

Argenteuil, Ali Ziri

Courbevoie, Abou Bakari Tandia

Toulon, Louis Mendy

Bourg-en-Brest, Mahjoub Gmili

Lyon, Tina Sebaa

Ivry-sur-Seine, Ahmadou Maréga

Noisy-le-Sec, Amine Bentounsi

Clermont-Ferrand, Wissam El-Yamni

Valentigney, Mohamed Boukrourou

Dammarie-les-lys, Youssef Mahdi

Vaux-en-Velin, Umut Kiran

II Sous François Hollande

Il est trop tôt pour faire un bilan de l'action de François Hollande, qui a été élu le 10 mai dernier seulement. A son actif, cependant, il convient de noter la forte présence des minorités visibles dans son gouvernement : 7 sur 35, soit 20%, ce qui est positif. Malheureusement, ce chiffre retombe très bas, quand on examine les « cabinets blancs », dénoncés par le quotidien *Libération*. C'est encore plus vrai quand on regarde les députés et les élus municipaux. Même s'il y a un progrès, les personnes issues de la diversité demeurent 6 à 7 moins représentées que ce qu'elles représentent dans l'hexagone. La gauche, et plus encore la droite, ont des progrès à faire. Mais personne ne veut prendre de mesure effective pour que les choses avancent. On attend qu'elles avancent « naturellement », comme par magie.

Par ailleurs, le CRAN a été particulièrement déçu du refus objectif du premier ministre d'intégrer dans son gouvernement un ministère chargé de la lutte contre le racisme. Il a songé à faire un ministère pour le droit des femmes, des secrétariats d'Etat pour le handicap, la jeunesse, la vieillesse, l'égalité des territoires, mais ni dans le premier, ni dans le second gouvernement après remaniement, il n'a voulu intégrer un ministère chargé de la lutte contre le racisme, malgré les demandes insistantes des associations. Ce faisant, il a pratiqué la discrimination dans la lutte contre les discrimination. Pourtant, dans les gouvernements précédents, il y avait eu un secrétariat à l'égalité des chances (M. Begag), et un haut-commissaire chargé de la diversité (Yazid Sabeg). Mais M. Ayrault a refusé ces avancées, ce qui laisse craindre un défaut d'action dans ce domaine. L'existence d'un délégué interministériel dans ce domaine ne saurait remplacer un véritable ministère avec budget, administration, et moyens d'action.

Dans la grande concertation qu'il a lancée avec le monde de l'éducation, le ministre M. Peillon a proposé un grande refondation de l'école de la république, avec un document de 20 pages, où ne figure pas une seule fois le mot discrimination. Le CRAN a fait observer cette lacune, car la question, de fait, ne semble pas à l'ordre du jour. Pour l'instant, nous n'avons pas obtenu de réponse. Les premières relations avec les divers ministères semblent assez difficiles.

Certes, la situation devrait être moins tendue qu'avec le précédent gouvernement. Mais là où le précédent gouvernement ne cessait de stigmatiser tout ce qui était perçu comme « autre », ce nouveau gouvernement semble croire qu'il suffit de ne rien faire pour que les choses s'arrangent. Mieux vaut une absence d'action qu'une action négative, certes. Mais l'absence d'action ne saurait tenir lieu de politique.

Louis-Georges Tin
Président du CRAN
tinluigi@aol.com
00 33 6 19 45 45 52